



EXERCICE NIVEAU 3 : Analyse d'un article du journal *Le Monde*

« Des émissions de CO2 record en 2010 aggravent le péril climatique »

Article signé Grégoire Allix. Le Monde, mercredi 1^{er} juin 2011

La reprise économique augmente les rejets de gaz à effets de serre alors que les négociations internationales piétinent. Si la crise financière mondiale avait pu laisser croire à un progrès sur le front du climat, la reprise des affaires s'est chargée de dissiper cette illusion. Les émissions de CO₂, liées à la combustion d'énergies fossiles ont atteint un niveau record en 2010, d'après des estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiées lundi 30 mai.

Les rejets de gaz carbonique ont culminé à 30,6 gigatonnes (GT) en 2010, une hausse de 5% par rapport à 2008, année du précédent record qui totalisait 29,3 Gt. « *On s'attendait à un rebond, mais pas aussi fort* » commente le chef économique de L'AIE, Fathil Birol.

« Ces informations constituent un revers sérieux pour nos espoirs de limiter la hausse de la température dans le monde à 2°C » estime M. Birol. Selon l'Agence, les émissions de CO₂ du secteur de l'énergie ne doivent pas dépasser 32Gt en 2020 pour respecter la limite des 2°C adoptée par la communauté internationale [...] ».

« Les émissions de CO₂ n'ont jamais augmenté si vite : 3% par an en moyenne depuis 10 ans, trois fois plus que lors de la décennie précédente » observe le glaciologue et climatologue Jean Jouzel, membre du bureau du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). « *On est sur la trajectoire des pires scénarios du GIEC* » souligne le scientifique.

Les pays émergents exigent
des pays du Nord
qu'ils fassent le premier pas...

En clair : sans inversion de la tendance, la planète subira un réchauffement moyen de 4°C, et bien davantage par endroits. « Pour éviter cela, il faudrait que le niveau des émissions commence à baisser en 2015, puis chute très rapidement à partir de 2020 » rappelle M. Jouzel. « On est loin du compte : il n'y a même pas de stabilisation. » [...] Ces chiffres sonneront-ils comme un appel au réveil, comme le souhaite l'économiste de l'AIE, mais aussi le responsable de l'ONU pour le climat, Christian Figueres ?

Rien n'est moins sûr. Plus personne n'espère voir un accord international se conclure à Durban.[...]

Même si leurs rejets de CO₂ par habitant restent modestes, les pays en développement, Chine et Inde, sont à l'origine de 75% de la hausse des émissions en

2010, selon l'AIE. « Les pays riches délocalisent leurs émissions au Sud alors même que leur propres émissions n'ont quasiment pas baissé depuis les années 1990 » réplique Sébastien Blavier, de la fédération d'ONG écologistes Réseau Action Climat (RAC).

Les chiffres pourraient toutefois donner du grain à moudre à ceux qui estiment, dont les Etats Unis et le Japon, qu'un accord juridiquement contraignant n'a de sens que s'il inclut les grands émergents, quand ceux-ci exigent des pays du Nord qu'ils fassent le premier pas, au nom de leur « responsabilité historique ».

Reste une certitude partagée par tous : la somme des engagements pris n'équivaut qu'à 60% des efforts que la science estime nécessaire pour maintenir le réchauffement sous la limite des 2°C ; le RAC appelle donc l'Europe à montrer la voie en réhaussant son engagement de réduction des émissions d'ici à 2020 de 20% à 30%. La question doit être abordée lors d'un conseil des ministres de l'environnement, le 21 juin.

QUESTIONS :

1. Repérez les différentes voix qui contribuent à fonder l'information présentée. Relevez le balisage de leur intervention dans cet article et les termes qui les introduisent.

2. Dégagez d'autres caractéristiques du document qui privilégient la dimension informative.

3. Ce document reste -t-il dans le cadre de présentations de données ? l'information ouvre-t-elle ici sur des problématiques, une progression de la réflexion ?